

continuent de demander une modification structurelle du système économique international. Nous pouvons nous attendre à voir ces demandes se poursuivre et s'intensifier dans le domaine monétaire et dans les secteurs des échanges et des matières premières. Il ressort de plus en plus clairement des réunions importantes qui ont récemment eu lieu, en particulier la réunion au sommet de Downing street, que l'on perçoit nettement la nécessité de déployer de vigoureux efforts de coopération pour relever ce défi. Des signes de plus en plus nombreux témoignent que l'on reconnaît qu'une évolution est en cours et qu'elle doit se poursuivre. Je pense toutefois qu'il conviendrait dans nos travaux futurs de faire comprendre aux pays en développement qu'ils auraient tort de sous-estimer les difficultés que rencontre le monde développé. Dans une situation économique difficile, nous devons obtenir le soutien de l'opinion publique à ces changements qui, de par leur nature même, imposeront une charge supplémentaire à la population de nos pays. Je dois en outre souligner qu'il est de l'intérêt de tous les pays d'assurer la santé de l'économie mondiale. Cette santé doit être intégralement restaurée et préservée si l'on veut que le système international et les économies de nos pays puissent préserver et accroître leur capacité à répondre aux besoins du développement.

La CCEI s'inscrit maintenant dans le passé en même temps qu'elle constitue un prologue. Nous devons entrer dans une phase de mise en oeuvre et de consolidation. Il est nécessaire de donner leur forme définitive à plusieurs mesures nouvelles et de leur laisser le temps de produire leurs effets dans le système international. Pour ne citer que quelques-unes d'entre elles, l'augmentation du capital de la BIRD, l'ouverture d'une nouvelle tranche au FMI, le programme spécial d'action, l'entrée en vigueur du FIDA, les consultations en cours sur les produits de base sont autant de dispositions qu'il faut maintenant laisser mûrir. Que nul ne s'y trompe: la fin des travaux de la CCEI n'a pas créé un vide au plan international. De multiples organisations et réunions vont prochainement se consacrer aux problèmes de fond du développement: a) le fonds commun, b) le code de conduite pour le transfert de technologie et la conférence des Nations Unies sur la science et la technologie, c) une nouvelle phase de travaux intensifs aux NCM, d) la Commission sur les corporations transnationales et le Comité de l'O C D E sur les entreprises multinationales, e) la Commission Brandt dont les travaux commenceront sans doute bientôt, f) sur le front monétaire, les réunions annuelles de la banque et du fonds cet automne, g) à Manille, les problèmes touchant l'alimentation et l'agriculture sont maintenant très activement étudiés, h) la reprise de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies au cours de laquelle seront examinés les résultats de la CCEI, et la session spéciale de la CNUCED prévue pour cet automne.